

SENATO DELLA REPUBBLICA

X LEGISLATURA

N. 1910-B

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli Affari Esteri

(DE MICHELIS)

di concerto col Ministro di Grazia e Giustizia

(VASSALLI)

(V. Stampato n. 1910)

approvato dal Senato della Repubblica nella seduta del 19 dicembre 1989

(V. Stampato Camera n. 4457)

modificato dalla Camera dei deputati nella seduta del 12 giugno 1990

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza il
14 giugno 1990*

Adesione della Repubblica italiana alla convenzione che
istituisce una legge uniforme sulla forma di un testamento
internazionale, con annesso, adottata a Washington il 26
ottobre 1973, e sua esecuzione

DISEGNO DI LEGGE

APPROVATO DAL SENATO DELLA REPUBBLICA

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire alla convenzione che istituisce una legge uniforme sulla forma di un testamento internazionale, con annesso, adottata a Washington il 26 ottobre 1973.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo XI della convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra, in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

DISEGNO DI LEGGE

APPROVATO DALLA CAMERA DEI DEPUTATI

Art. 1.

Identico.

Art. 2.

Identico.

Art. 3.

1. I soggetti abilitati a ricevere gli atti previsti dall'annesso alla convenzione di cui all'articolo 1 sono i notai, limitatamente al territorio nazionale, e gli agenti diplomatici e consolari all'estero, ove la legge dello Stato estero lo consenta.

Art. 4.

Identico.

CONVENTION PORTANT LOI UNIFORME
SUR LA FORME D'UN TESTAMENT INTERNATIONAL

Les Etats signataires de la présente Convention,

DESIRANT assurer dans une plus large mesure le respect des actes de dernière volonté par l'établissement d'une forme supplémentaire de testamert appelée désormais "testament international" dont l'emploi
• réduirait la nécessité de la recherche de la loi applicable;

ONT RESOLU de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

1. Chacune des Parties Contractantes s'engage à introduire dans sa législation, au plus tard dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention à son égard, les règles sur le testament international formant l'Annexe à la présente Convention.

2. Chacune des Parties Contractantes peut introduire les dispositions de l'Annexe dans sa législation, soit en reproduisant le texte authentique, soit en traduisant celui-ci dans sa ou ses langues officielles.

3. Chacune des Parties Contractantes peut introduire dans sa propre législation toutes les dispositions complémentaires qui seraient nécessaires pour que les dispositions de l'Annexe prennent pleinement effet sur son territoire.

4. Chacune des Parties Contractantes remettra au Gouvernement dépositaire le texte des règles introduites dans sa législation nationale afin d'appliquer les dispositions de la présente Convention.

Article II

1. Chacune des Parties Contractantes complétera les dispositions de l'Annexe dans sa législation dans le délai prévu à l'article qui précède, par la désignation des personnes qui, sur son territoire, sont habilitées à instrumenter en matière de testaments internationaux. Elle peut aussi désigner en tant que personne habilitée à instrumenter à l'égard de ses ressortissants ses agents diplomatiques et consulaires à l'étranger, pour autant que la loi locale ne s'y oppose pas.

2. Elle notifiera cette désignation, ainsi que toute modification ultérieure de celle-ci, au Gouvernement dépositaire.

Article III

La qualité de la personne habilitée à instrumenter en matière de testament international conférée conformément à la loi d'une Partie Contractante est reconnue sur le territoire des autres Parties Contractantes.

Article IV

La valeur de l'attestation prévue à l'article 10 de l'Annexe est reconnue sur les territoires de toutes les Parties Contractantes.

Article V

1. Les conditions requises pour être témoin d'un testament international sont régies par la loi en vertu de laquelle la personne habilitée a été désignée. Il en est de même à l'égard des interprètes éventuellement appelés à intervenir.

2. Toutefois la seule qualité d'étranger ne constitue pas un obstacle pour être témoin d'un testament international.

Article VI

1. Les signatures du testateur, de la personne habilitée et des témoins, soit sur un testament international, soit sur l'attestation, sont dispensées de toute légalisation ou formalité analogue.

2. Toutefois, les autorités compétentes de toute Partie Contractante peuvent, le cas échéant, s'assurer de l'authenticité de la signature de la personne habilitée.

Article VII

La conservation du testament international est régie par la loi en vertu de laquelle la personne habilitée a été désignée.

Article VIII

Aucune réserve à la présente Convention ni à son Annexe n'est admise.

Article IX

1. La présente Convention sera ouverte à la signature à Washington du 26 octobre 1973 au 31 décembre 1974.
2. La présente Convention sera soumise à ratification.
3. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui sera le Gouvernement dépositaire.

Article X

1. La présente Convention sera ouverte indéfiniment à l'adhésion.
2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement dépositaire.

Article XI

1. La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date à laquelle le cinquième instrument de ratification ou d'adhésion aura été déposé auprès du Gouvernement dépositaire.
2. Pour chaque Etat qui la ratifiera ou y adhérera après que le cinquième instrument de ratification ou d'adhésion aura été déposé, la présente Convention entrera en vigueur six mois après le dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article XII

1. Chacune des Parties Contractantes pourra dénoncer la présente Convention par une notification écrite adressée au Gouvernement dépositaire.

2. La dénonciation prendra effet douze mois après la date à laquelle le Gouvernement dépositaire aura reçu la notification, mais ladite dénonciation ne portera pas atteinte à la validité de tout testament fait pendant la période durant laquelle la Convention était en vigueur pour l'Etat dénonçant.

Article XIII

1. Chaque Etat pourra, lors du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion ou à tout moment ultérieur, déclarer, par notification adressée au Gouvernement dépositaire, que la présente Convention sera applicable à tout ou partie des territoires dont il assure les relations internationales.

2. Cette déclaration aura effet six mois après la date à laquelle le Gouvernement dépositaire en aura reçu notification ou, si à la fin de ce délai la Convention n'est pas encore entrée en vigueur, à dater de l'entrée en vigueur de celle-ci.

3. Chacune des Parties Contractantes qui aura fait une déclaration conformément à l'alinéa 1^{er} du présent article pourra, conformément à l'Article XII, dénoncer la Convention en ce qui concerne tout ou partie des territoires intéressés.

Article XIV

1. Si un Etat est composé de deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles différents systèmes de droit sont en vigueur en ce qui concerne les questions relatives à la forme des testaments, il peut, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'étend à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou plusieurs d'entre elles, et peut modifier sa déclaration en soumettant à tout moment une autre déclaration.

2. Ces déclarations sont communiquées au Gouvernement dépositaire et indiquent expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

Article XV

Si une Partie Contractante est composée de deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles différents systèmes de droit sont en vigueur en ce qui concerne les questions relatives à la forme des testaments, toute référence à la loi interne de l'endroit où le testament est établi ou à la loi en vertu de laquelle la personne habilitée a été désignée pour instrumenter en matière de testaments internationaux sera interprétée conformément au système constitutionnel de la Partie considérée.

Article XVI

1. L'original de la présente Convention, en langues anglaise, française, russe et espagnole, chaque texte faisant également foi, sera déposé auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui en transmettra des copies certifiées conformes à chacun des Etats signataires et adhérents et à l'Institut international pour l'unification du droit privé.

2. Le Gouvernement dépositaire notifiera aux Etats signataires et adhérents et à l'Institut international pour l'unification du droit privé:

- a) toute signature;
- b) le dépôt de tout instrument de ratification ou d'adhésion;
- c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention, conformément à l'article XI;
- d) toute communication reçue conformément à l'article I, alinéa 4, de la présente Convention;
- e) toute notification reçue conformément à l'article II, alinéa 2;
- f) toute déclaration reçue conformément à l'article XIII, alinéa 2, et la date à laquelle la déclaration prendra effet;
- g) toute dénonciation reçue conformément à l'article XII, alinéa 1^{er}, ou à l'article XIII, alinéa 3, et la date à laquelle la dénonciation prendra effet;
- h) toute déclaration reçue conformément à l'article XIV, alinéa 2, et la date à laquelle la déclaration prendra effet.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à Washington, ce vingt-sixième jour d'octobre mil neuf cent soixante-treize.

ANNEXE

LOI UNIFORME SUR LA FORME D'UN TESTAMENT INTERNATIONAL

Article 1

1. Un testament est valable, en ce qui concerne la forme, quels que soient notamment le lieu où il a été fait, la situation des biens, la nationalité, le domicile ou la résidence du testateur, s'il est fait dans la forme du testament international, conformément aux dispositions des articles 2 à 5 ci-après.

2. La nullité du testament en tant que testament international n'affecte pas sa validité éventuelle quant à la forme en tant que testament d'une autre espèce.

Article 2

La présente loi ne s'applique pas aux formes des dispositions testamentaires faites dans un même acte par deux ou plusieurs personnes.

Article 3

1. Le testament doit être fait par écrit.
2. Il n'est pas nécessairement écrit par le testateur lui-même.
3. Il peut être écrit en une langue quelconque, à la main ou par un autre procédé.

Article 4

1. Le testateur déclare en présence de deux témoins et d'une personne habilitée à instrumenter à cet effet que le document est son testament et qu'il en connaît le contenu.

2. Le testateur n'est pas tenu de donner connaissance du contenu du testament aux témoins, ni à la personne habilitée.

Article 5

1. En la présence des témoins et de la personne habilitée, le testateur signe le testament ou, s'il l'a signé précédemment, reconnaît et confirme sa signature.

2. Si le testateur est dans l'incapacité de signer il en indique la cause à la personne habilitée qui en fait mention sur le testament. En outre, le testateur peut être autorisé par la loi en vertu de laquelle la personne habilitée a été désignée à demander à une autre personne de signer en son nom.

3. Les témoins et la personne habilitée apposent sur le champ leur signature sur le testament, en la présence du testateur.

Article 6

1. Les signatures doivent être apposées à la fin du testament.

2. Si le testament comporte plusieurs feuillets, chaque feuillet doit être signé par le testateur ou, s'il est dans l'incapacité de signer, par la personne signant en son nom ou, à défaut, par la personne habilitée. Chaque feuillet doit en outre être numéroté.

Article 7

1. La date du testament est celle de sa signature par la personne habilitée.

2. Cette date doit être apposée à la fin du testament par la personne habilitée.

Article 8

En l'absence de règle obligatoire sur la conservation des testaments, la personne habilitée demande au testateur s'il désire faire une déclaration concernant la conservation de son testament. Dans ce cas, et à la demande expresse du testateur, le lieu où il a l'intention de faire conserver son testament sera mentionné dans l'attestation prévue à l'article 9.

Article 9

La personne habilitée joint au testament une attestation conforme aux dispositions de l'article 10 établissant que les obligations prescrites par la présente loi ont été respectées.

Article 10

L'attestation établie par la personne habilitée sera rédigée dans la forme suivante ou dans une forme équivalente:

ATTESTATION

(Convention du 26 octobre 1973)

1. Je (nom, adresse et qualité)
personne habilitée à instrumenter en matière de testament
international
2. Atteste que le (date) à (lieu)
3. (testateur) (nom, adresse, date et lieu
de naissance)

en ma présence et en celle des témoins

4. a) (nom, adresse, date et lieu
de naissance)

b) (nom, adresse, date et lieu
de naissance)

a déclaré que le document ci-joint est son testament et qu'il en
connaît le contenu.

5. J'atteste en outre que:

6. a) en ma présence et en celle des témoins,

1. le testateur a signé le testament ou a reconnu et confirmé
sa signature déjà apposée;

*2. le testateur, ayant déclaré être dans l'impossibilité de
signer lui-même son testament pour les raisons suivantes:

.....

- j'ai mentionné ce fait sur le testament

* - la signature a été apposée par (nom, adresse)

7. b) les témoins et moi-même avons signé le testament.

8. *c) Chaque feuillet du testament a été signé par

.....

et numéroté.

9. d) Je me suis assuré de l'identité du testateur et des témoins
désignés ci-dessus;

10. e) Les témoins remplissaient les conditions requises selon la loi
en vertu de laquelle j'instrumente.

11. *f) Le testateur a désiré faire la déclaration suivante concernant la conservation de son testament:

.....
.....

12. LIEU

13. DATE

14. SIGNATURE et, le cas échéant, SCEAU

* A compléter le cas échéant

Article 11

La personne habilitée conserve un exemplaire de l'attestation et en remet un autre au testateur.

Article 12

Sauf preuve contraire, l'attestation de la personne habilitée est acceptée comme preuve suffisante de la validité formelle de l'instrument en tant que testament au sens de la présente loi.

Article 13

L'absence ou l'irrégularité d'une attestation ne porte pas atteinte à la validité formelle d'un testament établi conformément à la présente loi.

Article 14

Le testament international est soumis aux règles ordinaires de révocation des testaments.

Article 15

Pour l'interprétation et l'application des dispositions de la présente loi, il sera tenu compte de son origine internationale et de la nécessité de son interprétation uniforme.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE CHE ISTITUISCE UNA LEGGE UNIFORME
SULLA FORMA DI UN TESTAMENTO INTERNAZIONALE

Gli Stati firmatari della presente Convenzione,
DESIDEROSI di assicurare in misura maggiore l'osservanza degli atti di
ultima volontà grazie all'istituzione di una forma supplementare di
testamento -d'ora in poi denominata "testamento internazionale - l'uso
del quale diminuirebbe la necessità di individuare la legge applicabile;
HANNO RISOLUTO di stipulare a tal fine una Convenzione ed hanno convenuto
le seguenti disposizioni:

Articolo I

1. Ciascuna delle Parti Contraenti si impegna ad introdurre nella propria legislazione, non oltre sei mesi dopo l'entrata in vigore nei suoi confronti della presente Convenzione, le regole relative al testamento internazionale riportate nell'Annesso alla presente Convenzione.
2. Ciascuna delle Parti Contraenti può introdurre le disposizioni dell'Annesso nella propria legislazione, sia riproducendo il testo autentico, sia traducendolo nella sua lingua, o nelle sue lingue ufficiali.
3. Ciascuna delle Parti Contraenti può introdurre nella sua legislazione ogni disposizione complementare eventualmente necessaria affinché le disposizioni dell'Annesso abbiano effetto intero sul suo territorio.
4. Ciascuna delle Parti Contraenti consegnerà al Governo depositario il testo delle regole introdotte nella sua legislazione nazionale al fine di applicare le disposizioni della presente Convenzione.

Articolo II

1. Ciascuna delle Parti Contraenti completerà le disposizioni dell'Annesso nella sua legislazione entro i termini previsti nell'articolo precedente, col designare le persone le quali sono abilitate sul suo territorio a stipulare atti in materia di testamenti internazionali. Tale Parte può anche designare, in quanto persona abilitata a stipulare atti concernenti i suoi connazionali, i suoi agenti diplomatici e consolari-all'estero, sempre che la legislazione locale non lo vieti.

2. Tale Parte notificherà la predetta designazione, nonché ogni ulteriore modifica di quest'ultima, al Governo depositario.

Articolo III

La qualifica della persona abilitata a stipulare atti in materia di testamenti internazionali, conferita in conformità con la legge di una Parte Contraente sarà riconosciuta sul territorio delle altre Parti Contraenti.

Articolo IV

Il valore dell'attestato di cui all'articolo 10 dell'Annesso è riconosciuto sui territori di tutte le Parti Contraenti.

Articolo V

1. Le condizioni necessarie per poter essere testimone di un testamento internazionale sono regolamentate dalla legge in virtù della quale la persona abilitata è stata designata. Ciò è valido anche per quanto riguarda gli interpreti eventualmente chiamati ad intervenire.

2. Tuttavia la sola qualità di straniero non costituisce ostacolo per essere testimone di un testamento internazionale.

Articolo VI

1. Le firme del testatore, della persona abilitata e dei testimoni, sia su un testamento internazionale, sia sull'attestato, sono dispensate da ogni legalizzazione o formalità analoga.

2. Tuttavia, le autorità competenti di ogni Parte Contraente possono, se del caso, accertarsi dell'autenticità della firma della persona abilitata.

Articolo VII

La conservazione del testamento internazionale è regolamentata dalla legge in virtù della quale la persona abilitata è stata designata.

Articolo VIII

Nessuna riserva è ammessa alla presente Convenzione o al suo Annesso.

Articolo IX

1. La presente Convenzione sarà aperta alla firma a Washington dal 26 ottobre 1973 al 31 dicembre 1974.
2. La presente Convenzione sarà sottoposta a ratifica.
3. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America, il quale sarà il Governo depositario.

Articolo X

1. La presente Convenzione sarà indefinitamente aperta all'adesione.
2. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Governo depositario.

Articolo XI

1. La presente Convenzione entrerà in vigore sei mesi dopo la data alla quale il quinto strumento di ratifica o di adesione sarà stato depositato presso il Governo depositario.
2. Per ciascun Stato che la ratifichi o vi aderisca dopo che il quinto strumento di ratifica o di adesione sarà stato depositato, la presente Convenzione entrerà in vigore sei mesi dopo il deposito dello strumento di ratifica o di adesione di detto Stato.

Articolo XII

1. Ciascuna delle Parti Contraenti potrà denunciare la presente Convenzione per mezzo di una notifica scritta indirizzata al Governo depositario.
2. La denuncia avrà effetto dodici mesi dopo la data alla quale il Governo depositario avrà ricevuto la notifica, ma detta denuncia non pregiudicherà la validità di ogni testamento fatto durante il periodo nel quale la Convenzione era in vigore per lo Stato che effettua la denuncia.

Articolo XIII

1. Ciascuno Stato potrà, al momento del deposito del suo strumento di ratifica o di adesione oppure in ogni successivo momento, dichiarare, per mezzo di notifica indirizzata al Governo depositario, che la presente Convenzione sarà applicabile a tutti o parte dei territori per i quali esso cura le relazioni internazionali.
2. Tale dichiarazione avrà effetto sei mesi dopo la data alla quale il Governo depositario ne avrà ricevuto notifica, oppure, se alla scadenza di detto termine la Convenzione non è ancora entrata in vigore, a decorrere dalla data di entrata in vigore di quest'ultima.
3. Ciascuna delle Parti Contraenti che avrà fatto una dichiarazione in conformità con il capoverso 1° del presente articolo, potrà, in conformità con l'articolo XII, denunciare la Convenzione per quanto concerne tutti o parte dei territori interessati.

Articolo XIV

1. Se uno Stato è composto da due o più unità territoriali nelle quali vari sistemi legislativi sono in vigore per quanto concerne le questioni relative alla forma dei testamenti, esso può, all'atto della firma, della ratifica, oppure dell'adesione, dichiarare che la presente Convenzione si estende a tutte le sue unità territoriali oppure solamente ad una o a più di esse, e può modificare la sua dichiarazione presentando in ogni tempo un'altra dichiarazione.

2. Queste dichiarazioni sono comunicate al Governo depositario ed indicano espressamente le unità territoriali cui si applica la Convenzione.

Articolo XV

Se una Parte Contraente è composta da due o più unità territoriali nelle quali vari sistemi legislativi sono in vigore per quanto concerne le questioni relative alla forma dei testamenti, ogni riferimento alla legge interna del luogo dove il testamento è stabilito oppure alla legge in virtù della quale la persona abilitata è stata designata per rogare in materia di testamenti internazionali sarà interpretato in conformità con il sistema costituzionale della Parte considerata.

Articolo XVI

1. L'originale della presente Convenzione, in lingua inglese, francese, russa e spagnola, ciascun testo facendo ugualmente fede, sarà depositato presso il Governo degli Stati Uniti d'America il quale ne trasmetterà copie certificate conformi a ciascuno degli Stati firmatari ed aderenti ed all'Istituto internazionale per l'unificazione del diritto privato.

2. Il Governo depositario notificherà agli Stati firmatari ed aderenti ed all'Istituto internazionale per l'unificazione del diritto privato:

- a) ogni firma;
- b) il deposito di ogni strumento di ratifica o di adesione;
- c) ogni data di entrata in vigore della presente Convenzione, in conformità con l'articolo XI;
- d) ogni comunicazione ricevuta in conformità con l'articolo I, capoverso 4, della presente Convenzione;
- e) ogni notifica ricevuta in conformità con l'articolo II, capoverso 2;

f) ogni dichiarazione ricevuta in conformità con l'articolo XIII, capoverso 2, nonché la data alla quale la dichiarazione avrà effetto;

g) ogni denuncia ricevuta in conformità con l'articolo XII, capoverso 1, oppure con l'articolo XIII, capoverso 3, nonché la data alla quale la denuncia avrà effetto;

h) ogni dichiarazione ricevuta in conformità con l'articolo XIV, capoverso 2, nonché la data alla quale la dichiarazione avrà effetto.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti Plenipotenziari, a tal fine debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Washington, il ventisei ottobre millenovecentosettanta tre.

ANNESSO

LEGGE UNIFORME SULLA FORMA DI UN TESTAMENTO INTERNAZIONALE

Articolo 1

1. Un testamento è valido, per quanto concerne la forma, quali che siano in particolare il luogo dove è stato fatto, la situazione dei beni, la nazionalità, il domicilio oppure là residenza del testatore, se è redatto secondo la forma del testamento internazionale in conformità con le disposizioni degli articoli da 2 a 5 in appresso.

2. La nullità del testamento in quanto testamento internazionale non pregiudica la sua eventuale validità sotto l'aspetto della forma in quanto testamento di altra specie.

Articolo 2

La presente legge non si applica alle forme di disposizioni testamentarie fatte nello stesso atto da due o più persone.

Articolo 3

1. Il testamento deve essere fatto per iscritto.

2. Non è necessariamente scritto dal testatore stesso.

3. Può essere scritto in una lingua qualsiasi, a mano o con altro procedimento.

Articolo 4

1. Il testatore dichiara in presenza di due testimoni e di una persona abilitata a stipulare atti a tal fine che il documento è il suo testamento e che egli è a conoscenza del suo contenuto.

2. Il testatore non è tenuto a far conoscere il contenuto del testamento ai testimoni oppure alla persona abilitata.

Articolo 5

1. Il testatore firma il testamento oppure, se l'ha firmato precedentemente, riconosce e conferma la sua firma, in presenza dei testimoni e della persona abilitata.

2. Se il testatore è nell'incapacità di firmare, egli ne indica la ragione alla persona abilitata, che ne fa menzione nel testamento. Inoltre il testatore può essere autorizzato dalla legge, in virtù della quale la persona abilitata è stata designata, a chiedere ad un'altra persona di firmare a suo nome.

3. I testimoni e la persona abilitata appongono immediatamente la loro firma sul testamento, in presenza del testatore.

Articolo 6

1. Le firme devono essere apposte alla fine del testamento.

2. Se il testamento comporta diversi fogli, ciascun foglio deve essere firmato dal testatore, oppure, se è nell'incapacità di firmare, dalla persona che firma a nome suo, oppure, in mancanza, dalla persona abilitata. Ciascun foglio deve inoltre essere numerato.

Articolo 7

1. La data del testamento è quella della sua firma da parte della persona abilitata.

2. Questa data deve essere apposta alla fine del testamento dalla persona abilitata.

Articolo 8

In mancanza di regola obbligatoria sulla conservazione dei testamenti, la persona abilitata domanda al testatore se desidera fare una dichiarazione concernente la conservazione del suo testamento. In tal caso, e dietro richiesta espressa del testatore, il luogo dove egli intende far conservare il suo testamento sarà menzionato nell'attestato previsto all'articolo 9.

Articolo 9

La persona abilitata allega al testamento un attestato conforme alle disposizioni dell'articolo 10 il quale stabilisce che gli obblighi prescritti dalla presente Legge sono stati rispettati.

Articolo 10

L'attestato stabilito dalla persona abilitata sarà redatto nella forma seguente o sotto forma equivalente:

ATTESTATO

(Convenzione del 26 ottobre 1973)

1. Il sottoscritto.....(nome, indirizzo e qualifica)
persona abilitata a rogare in materia di testamento internazionale
2. Attesta che il.....(data) a.....(luogo)
3. (testatore).....(nome, indirizzo, data e luogo di
nascita)

in mia presenza ed in quella dei testimoni
4. a).....(nome, indirizzo, data e luogo
di nascita)

b).....(nome, indirizzo, data e luogo
di nascita)

ha dichiarato che il documento allegato è il suo testamento e che ne
conosce il contenuto.
5. Attesto inoltre che:
6. a) in mia presenza ed al cospetto di testimoni,
 1. il testatore ha firmato il testamento oppure ha riconosciuto e confermato la sua firma già apposta;
 - *2. il testatore, avendo dichiarato di essere impossibilitato a firmare egli stesso il suo testamento per le seguenti ragioni:

.....

- ho menzionato questa circostanza nel testamento

*- la firma è stata apposta da.....(nome, indirizzo)

- 7. b) I testimoni ed io stesso(a) abbiamo firmato il testamento
- 8. *c) Ciascun foglio del testamento è stato firmato da.....
.....
e numerato.
- 9. d) mi sono accertato dell'identità del testatore e dei testimoni indicati precedentemente;
- 10. e) I testimoni soddisfavano alle condizioni richieste in base alla legge in virtù della quale stipulo (il testamento).
- 11. *f) Il testatore ha voluto formulare la seguente dichiarazione concernente la conservazione del suo testamento:
.....
.....

- 12. LUOGO
- 13. DATA
- 14. FIRMA e, se del caso, SIGILLO

* da completare, se del caso.

Articolo 11

La persona abilitata conserva un esemplare dell'attestato e ne consegna un altro al testatore.

Articolo 12

Salvo prova contraria, l'attestato della persona abilitata è accettato come prova sufficiente della validità formale dell'atto in quanto testamento ai sensi della presente legge.

Articolo 13

L'assenza oppure l'irregolarità di un attestato non pregiudica la validità formale di un testamento stabilita in conformità con la presente Legge.

Articolo 14

Il testamento internazionale è sottoposto alle regole ordinarie di revoca dei testamenti.

Articolo 15

Ai fini dell'interpretazione e dell'applicazione delle disposizioni della presente Legge, si terrà conto della sua origine internazionale e della necessità della sua interpretazione uniforme.